

<p align="center">Procès - verbal de séance du conseil municipal Jeudi 21 octobre 2010</p>
--

Convocation du 14 octobre 2010

L'an deux mil dix, le 21 octobre à 20 heures 30, le Conseil Municipal de SIGOYER, étant assemblé en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de M. Maurice RICARD, Maire de SIGOYER.

Etaient présents les membres en exercice, Mesdames et Messieurs : **Ricard Maurice, Allain-Launay Mathieu, Clément Jean-Luc, Dugelay Denis, Fernandez Vincent, Gerbaud Eric, Meunier Michel, Michalinoff Jacques, Modanese Corine, Para-Aubert Monique, Raizin Stéphane.**

Absents excusés représentés: **Gabanou-Paul Agnès représentée par Stéphane Raizin**
Comte Sandrine représentée par Eric Gerbaud
André Garcin représenté par Maurice Ricard

Absents : **Duc Serge**

Secrétaire de séance : Stéphane Raizin

Présents : 11 Votants : 14

En présence de Mme Michalinoff, secrétaire de mairie, qui assure une prise de note pour complément.

Ordre du jour :

- Réforme de la fiscalité locale- Politique d'abattement sur la taxe d'habitation
- Questions diverses

- **Réforme de la fiscalité locale- Politique d'abattement sur la taxe d'habitation**

Le maire reprend l'historique de cette réforme, retrace le travail de la commission finances sur cette question, puis informe les conseillers de la neutralisation automatique des conséquences du transfert de la taxe d'habitation (TH) sur les recettes des collectivités et les cotisations des contribuables, envisagée par le gouvernement, sous la pression des élus, notamment de l'association des maires de France (AMF).

Ce mécanisme fera l'objet d'un amendement du projet de loi de finances ..."*qui permettra de confirmer la garantie individuelle des ressources de toutes les communes et intercommunalités et la neutralité des réformes pour les ménages.*"

La notification des bases de la TH sera retardée et entraînera un report de la date limite du

vote des budgets au 30 avril 2011.

En conséquence, il n'est plus nécessaire de délibérer.

M. Le maire présente malgré tout, le projet de délibération qu'il souhaitait soumettre aux conseillers.

Matthieu Allain Launay souhaite débattre prochainement sur la CFE (cotisation foncière des entreprises) dont le montant minimum et le taux applicable sont fixés par chaque commune, et connaître la liste des entreprises éligibles à cette cotisation.

Stéphane Raizin remercie le maire et la commission finances pour ce travail, qui a donné un éclairage supplémentaire sur cette réforme.

- **Questions diverses :**

Décision du Tribunal administratif :

(affaire Cne contre Préfecture /annulation du récépissé de déclaration relative à l'aménagement de la station de Céüze et annulation de l'arrêté préfectoral fixant les prescriptions particulières applicables à la réserve d'eau d'altitude de Raux à Manteyer) :

Le maire informe les conseillers du rejet de la requête par le TA et leur demande de bien vouloir prendre connaissance individuellement du jugement afin de se prononcer sur l'éventualité de l'appel (délai de 2 mois à compter de ce jour).

Courriers des administrés :

Enduro Family des villages perchés :

Suite à cette manifestation, M. Jean Maero fait part de ses "déconvenues" : pas d'information alors qu'il est riverain propriétaire du chemin emprunté par le moto club alpin, dégradation dudit chemin, risque d'accident, et incivilités... certains conseillers craignent que cette manifestation pérennise l'ouverture des chemins verts aux véhicules à moteurs; le maire rappelle qu'il a donné l'autorisation seulement pour le déroulement de cette course intercommunale, mais refusera l'année prochaine. Un tour de table fait apparaître que dans sa majorité (8+3 pour, 1 contre et 2 abstentions), le conseil n'est pas favorable à l'ouverture des chemins verts aux véhicules à moteurs.

Escalier maison Lagarde: Michel Meunier, 1^{er} adjoint, donne lecture du courrier de Mme Lagarde concernant la dégradation de l'escalier desservant le jardin, Eric Gerbaud se charge de vérifier l'état de délabrement de l'édifice et de proposer une solution. Les employés communaux pourraient installer un escalier en métallerie, plus rapidement mis en œuvre et qu'il ne serait pas nécessaire de déneiger.

Documents d'arpentage : ces DA relatifs aux bornages des périmètres de protection des captages (Ubac, Prablandier et Roses) devront être signés par les différentes parties et permettront la rédaction des actes authentiques devant notaire. La vente d'une partie du "chemin d'occurse" CRV 10, aux Guérins, est soumise à enquête publique, l'enquêteur sera désigné par le maire et les frais inclus dans le prix de vente.

Service minimum d'accueil : le maire fait part de la demande d'un parent d'élève, (porte parole d'autres parents ?) concernant la mise en place du service minimum d'accueil des élèves lors des grèves d'enseignants. Sachant qu'il n'est pas fait obligation pour les petites communes, le conseil municipal maintient sa position de refus en raison du manque de moyens financier, humain qualifié, et fondamentalement par éthique.

A l'unanimité, le conseil municipal refuse un dispositif qui remet en cause le droit de grève et la qualité même du service public de l'éducation nationale. Le maire se charge de le rappeler lors du prochain conseil d'école.

.

Organisation du 11 novembre : l'assemblée générale de l'amicale des anciens combattants se tiendra dimanche 24 octobre en mairie, Michel Meunier, 1^{er} adjoint, représentera le maire.

Subvention pour le projet petit patrimoine : le maire fait part des subventions accordées à la CCTB pour la réalisation de la réfection de la toiture de la chapelle de ST Laurent. Seul le conseil général a accordé une subvention, les autres (région et FEDER) sont en attente.

La parole est donnée au public : néant

La séance est levée à 22H10

- **Délibérations du conseil municipal :** néant

Lu et approuvé, les conseillers municipaux,